

Ces engagements forment une stratégie de création d'emplois et de promotion de la croissance qui demeure valide pour tous les pays du G-7. Des États membres ont déjà accompli des progrès importants et commencent à récolter des fruits qui, selon toute vraisemblance, devraient être encore plus nombreux à plus long terme. Néanmoins, les pays du G-7 souhaiteraient tous que les progrès soient plus substantiels et plus rapides et que l'adaptation au changement soit plus aisée. Bien que l'expérience des pays varie, ils doivent tous répondre au même défi immédiatement : *Comment rehausser le potentiel de création d'emplois de leurs économies?*

Ce défi n'en est pas un que les pouvoirs publics peuvent relever seuls. La mise en place d'une stratégie fructueuse suppose le maintien d'une coopération et d'un engagement actifs de la part des pouvoirs publics, des milieux d'affaires, de la main d'œuvre et des particuliers, dans le cadre de partenariats efficaces, fondés sur des objectifs communs.

La conférence de Lille aura trois thèmes : le contexte macro-économique de la croissance et de l'emploi; le rôle de la technologie, de l'innovation et de la productivité dans la création d'emplois de qualité; le marché du travail et les politiques sociales.

Les discussions sur le contexte macro-économique seront axées, d'une part, sur le rôle d'une politique monétaire et fiscale pertinente et, d'autre part, sur celui du commerce et de l'investissement, pour établir les bases de la création d'emplois. De l'avis du Canada, un niveau d'embauche élevé passe par une économie forte : un climat économique sain incite le secteur privé à créer des emplois. Ces discussions serviront aussi de contexte aux discussions ultérieures sur d'autres sujets.

Pour le deuxième thème, à savoir les contributions de la technologie, de l'innovation et de la productivité à la création d'emplois de qualité, les participants discuteront d'entrepreneuriat, de petites et moyennes entreprises, de nouvelles formes de travail, et de l'investissement dans le capital humain - c'est-à-dire dans l'éducation, la formation et l'apprentissage permanent. Ces discussions concordent parfaitement avec les priorités du Canada. Le gouvernement fédéral a réaffecté des sommes qui seront investies dans les jeunes, la technologie et le commerce. Ces investissements constituent un facteur déterminant de la création d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité, en particulier les investissements visant les jeunes, dont dépend l'avenir de nos économies. Le rôle des pouvoirs publics est très clair : aider les jeunes à se doter de compétences pertinentes et leur donner des occasions d'acquérir une expérience pratique.

Les discussions sur le marché du travail et les politiques sociales aborderont les politiques de l'emploi, en particulier leurs effets sur les travailleurs vulnérables. Les ministres devraient discuter des causes de la persistance de taux de chômage élevés dans les pays du G-7 et de politiques qui permettraient à tous les citoyens de participer à la croissance économique. Le Canada souhaite que les économies du G-7 progressent plus rapidement vers un règlement des problèmes structurels et vers un appui à l'innovation et à la productivité. La vigueur de l'économie d'un pays a des retombées positives sur celle des autres.